

La Constitution est donc en notre faveur?

3e Déclaration. — L'Hon. Scott était décidé à abandonner son parti politique si son chef politique, Sir Wilfrid Laurier, avait refusé de changer la clause scolaire de façon à restreindre tous nos droits, à ce qui nous en restait en 1905.

"I have frequently been asked why I so strongly disapprove the taking of a test case. Here I state the reason. Last February at Ottawa, with Mr. Sifton, Mr. Oliver, Mr. Lamont and others I said to Sir Wilfrid Laurier and his government that I should vote against his bills and his government unless they changed the clause so as to specify the N. W. T. Ordinances instead of the general term "by law" as containing the measure of minority rights to be preserved. I believed that upon this issue I should be justified in voting my party out of power, and I was not forgetting the Grand Trunk Pacific and other projects and items of policy which depend on Liberal administration either."

Quand il s'agit de maintenir l'école neutre ces gens-là ont donc plus de fermeté que nos députés catholiques n'en ont à réclamer nos droits puisqu'ils sont prêts à se mettre audessus de la politique?

4e Déclaration — Enfin la quatrième déclaration et la seule qui doive nous occuper, en ce moment, pour nous aider à adopter une ligne de conduite, c'est que, le parti libéral de la Saskatchewan s'engage à maintenir ce qui nous reste, c'est-à-dire le droit à des districts scolaires dont nous pouvons élire les commissaires; le droit aux taxes scolaires des catholiques, là où ils sont groupés en nombre suffisant; et aussi le droit d'engager des maîtres catholiques diplômés quand nous pouvons en trouver, mais M. Scott nous avertit bien qu'il ne permettra pas le contrôle de l'Eglise sur les écoles séparées ou autres.

"The Saskatchewan Liberal party pledges itself to maintain the system intact; to do nothing to modify or impair the national character of the system; to permit no sectarian control over any school in the province."

Puisque la question est nécessairement reléguée, pour le moment du moins, dans l'arène de la politique provinciale: nous n'avons qu'une chose à faire: cesser toute agitation en dehors (sans pourtant cesser de mettre les choses au point afin de combattre les fausses représentations), et présenter